

Déclaration CDEN 18 novembre 2020

Madame La Préfète, Monsieur le DASEN, Monsieur le Président du Conseil du Conseil départemental, Mesdames et Messieurs Les membres du CDEN,

Nous sommes le 18 novembre et nous nous retrouvons pour le CDEN de rentrée... cette date, très tardive dans notre calendrier, est la preuve, si besoin de preuve il y a, que la gestion quotidienne est plus que lourde ces temps-ci.

L'assassinat de Samuel Paty a très fortement ému l'ensemble de la communauté éducative. En s'attaquant à un enseignant, c'est l'École de la République qui est visée. Une école libre et laïque à laquelle les enseignants sont très attachés. Pour l'Unsa-Education, l'École publique a la précieuse mission, fondamentale et fondatrice, d'instruire et d'éduquer les futurs citoyens, afin qu'ils soient maîtres de leur destin et capables d'autonomie de jugement pour leur émancipation. Il faut pour cela former les élèves aux principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité qui fondent notre République. Le camp républicain doit être uni face à l'ensemble des extrémismes religieux, particulièrement l'islamisme radical, qui s'attaquent aux valeurs de la république et ne rien céder ni à celles et ceux qui prônent la haine et le rejet, ni à celles et ceux qui remettent en cause la liberté d'expression.

Bien que surchargés de travail, les personnels de l'Education Nationale sont encore et toujours pleinement mobilisés pour le service public d'Education. Ils font face à la morosité et tentent, du mieux, qu'ils peuvent, d'appliquer des consignes et des protocoles parfois intenable dans les établissements. Nous le répétons avec force depuis des mois, les enseignants sont à bout. Le manque de moyen, les changements de pieds incessants de leur ministre, les tensions parfois vives avec les familles au sujet du port du masque ont des conséquences graves.

Les personnels sont nombreux à ne plus avoir confiance en leur institution. Pour nos collègues, le principal problème de notre Ministère c'est tout simplement le ministre lui-même. Préférant encore et toujours communiquer à l'opinion publique via les médias plutôt qu'à ses cadres ou à ses personnels, en amont et par écrit. Les personnels sont las de devoir regarder les chaînes d'informations continues pour savoir ce qu'ils devront appliquer en classe le lendemain. L'ensemble des personnels exprime un besoin extrêmement fort de reconnaissance et de respect. Ce respect passe par une communication interne à revoir, mais aussi par l'amélioration de leurs conditions de travail et de la gestion des ressources humaines. Il passe également par une revalorisation.

Unsa Education – 52 rue Jean Jaurès – BP 90276 – 86007 Poitiers Cedex

86@unsa-education.org

06.29.85.29.27

Venons en aux points à l'ordre du jour de ce CDEN.

Dans le premier degré, la situation est tout simplement catastrophique en terme de remplacements.

Nous le savions avant même de commencer l'année mais les absences liées à la crise sanitaire n'arrangent rien et ce n'est pas le recrutement de 5 contractuels qui y changera quelque chose.

Dans le second degré, les suppressions de postes répétées dégradent les conditions de travail de nos collègues auxquels on demande de plus en plus d'heures supplémentaires.

Nationalement comme localement, nous n'avons de cesse de demander des renforts par des recrutements d'enseignants, CPE, et AED. Le ministre l'a évoqué lors de la conférence de presse du Premier ministre jeudi soir. Il semblerait que cela soit en cours. Nous souhaitons avoir rapidement la traduction de cette annonce : amplitude et volume (1^{er} et 2nd d ? AED ?), méthode (demande des rectorats au ministère ?) et calendrier (une date précise ou au fil de l'eau ?).

Le budget 2021 n'a rien pour nous rassurer... La suppression annoncée de 1800 postes dans le second degré ne fera qu'aggraver la situation. Dans le premier degré, le nombre d'élèves baisse mais les moyens sont concentrés sur les dédoublements REP-REP+. Nous craignons que la carte scolaire 2021 se discute avec les mêmes conditions que la carte scolaire précédente, à savoir le maintien des classes selon la décision de la collectivité. Cette décision politique démagogique n'est ni pertinente ni efficace et elle crée une réelle iniquité sur notre territoire.

Nous pourrions continuer encore longtemps sur nos inquiétudes : pour les directrices et directeurs, pour les AESH et pour plein d'autres catégories de personnels... Vous le savez, à l'Unsa Education, nous ne sommes pas alarmistes mais pragmatiques. Nous ne souhaitons pas tomber dans un rapport de force stérile qui n'apporterait rien de concret pour les personnels. Notre volonté de dialoguer et de construire ensemble se poursuit avec engagement et conviction mais, sans être jamais entendus, nous risquons, nous aussi, de nous épuiser...

Les représentants de l'Unsa-Education au CDEN

Cécile CAPY-GILARDOT
Alice GAUTRON